

Hervé FERON
Maire de Tomblaine
Député de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 6 septembre 2012

Monsieur Laurent FABIUS
Ministre des Affaires Etrangères
37, Quai d'Orsay
75 351 PARIS

Monsieur le Ministre,

Nous sommes deux élus socialistes, Stéphane HABLOT, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle, Maire de Vandœuvre, deuxième ville de Meurthe-et-Moselle, Hervé FERON, député de Meurthe-et-Moselle et Maire de Tomblaine. Très sensibles à la situation du Proche-Orient, nous souhaitons vous dire haut et fort notre position et ce que nous espérons du Gouvernement de la France.

Le Président de la République, lorsqu'il était candidat, affirmait au 59^{ème} de ses « 60 engagements » : « Je soutiendrai la reconnaissance internationale de l'État palestinien ». Plus récemment, il disait recommander « aux autorités israéliennes de reprendre le chemin de la négociation dès lors que les Palestiniens ont levé bon nombre de leurs préalables ».

Il nous semble que reprendre des négociations dès lors que les Palestiniens auront levé bon nombre de leurs préalables n'est pas admissible. Car la seule base sur laquelle des négociations peuvent être réengagées est le droit international.

Il y a huit ans, la Cour Internationale de Justice se positionnait clairement contre le mur et la colonisation. Son avis n'a jamais été respecté. Les négociations ne doivent donc porter que sur l'application et la mise en œuvre de ce droit international et les droits humains, qu'Israël bafoue impunément.

Aujourd'hui, la France doit agir au-delà des discours. La partie israélienne progresse sans cesse dans son processus de colonisation. Israël occupe la Palestine, et la communauté internationale laisse faire. Nous souhaitons que la France indique clairement son intention de voter pour l'admission de la Palestine à l'O.N.U. dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

C'est la question exprimée dans la demande palestinienne en septembre 2011, à l'assemblée générale de l'O.N.U., et qui est malheureusement aujourd'hui restée sans réponse. Monsieur le Ministre, nous sommes deux élus socialistes, et nous nous

www.herveferon.fr

6 place de Paris – 54 500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

☎ 03 83 48 89 80 ☎ 03 83 29 07 82

permettons donc de vous rappeler la déclaration récente de l'Internationale socialiste, dans sa Résolution, lors de son 24^{ème} Congrès :

« L'Internationale socialiste renouvelle son soutien pour une paix juste, complète et durable de la question palestinienne basée sur le droit international par, entre autres, deux États avec Jérusalem comme capitale des deux États, vivant en paix et sécurité, dans les frontières de 1967 – et qui coexistent avec le plein respect de tous les droits de leurs citoyens. La fin de l'occupation et la paix sont la meilleure garantie pour la sécurité d'Israël, et pour la liberté, la souveraineté, le développement et la démocratie en Palestine.

Ainsi, nous réitérons notre engagement ferme pour la reconnaissance de l'État de Palestine par la communauté internationale dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, et son admission aux Nations unies, en accord avec le droit de son peuple à l'autodétermination, la liberté, la justice et la dignité. Nous nous engageons, en tant que partis membres, à travailler activement pour garantir une telle reconnaissance et le soutien pour l'admission de la Palestine à l'O.N.U. par nos pays respectifs.

L'Internationale socialiste exhorte toutes les parties à redoubler leurs efforts pour promouvoir le dialogue et la reprise de négociations directes, notamment en mettant une fin complète aux politiques de colonisation qui constituent une violation flagrante du droit international, un obstacle sérieux à la paix et qui constitue une discrimination et ségrégation. Ces politiques israéliennes incluent notamment les activités de colonisation, la confiscation de terres et la démolition de logements, y compris en Jérusalem-Est, et le blocage de Gaza. Les produits des colonisations, qui utilisent les terres et ressources palestiniennes, doivent être boycottés. L'IS insiste sur le fait que les confrontations violentes doivent être évitées et que les vies civiles soient sauvées et protégées. »

La France a un rôle important à jouer face à ce conflit qui dure depuis plus de 60 ans, et à tous les enjeux internationaux qui en découlent.

Notre pays s'honorerait à retrouver toute l'Universalité de ces valeurs, quand la politique de Nicolas SARKOZY a terni l'image de la France au plan international.

Monsieur le Ministre, nous tenons par ailleurs à exprimer notre profonde réprobation, quant à la réponse donnée par Madame ASHTON, 1^{ère} Vice-Présidente de la Commission Européenne, Haut Représentant de l'Union pour les Affaires étrangères, quant à la détention administrative en Israël. Il nous semble que l'avis de Mme ASHTON banalise une situation dramatique et des pratiques inadmissibles. Comment la France peut-elle accepter de tels propos, portés au nom de l'Europe ?

Mme ASHTON prétend qu'il est impossible de qualifier la détention administrative d'illégal. Nous souhaitons que cette position soit dénoncée par la France.

Enfin, l'Union européenne, le mardi 24 juillet, s'est engagée pour un renforcement de ses relations avec Israël, par 15 actions concrètes, touchant 15 domaines politiques et économiques majeurs. Cette politique européenne est à condamner, elle soutient ainsi concrètement la force occupante israélienne.

Monsieur le Ministre, nous espérons que la France saura se démarquer COURAGEUSEMENT et rapidement de ces positions préoccupantes prises par l'Europe.

Nous souhaitons que le Gouvernement auquel vous appartenez, COURAGEUSEMENT s'engage pour le Droit International, pour le Droit Humain, et le respect de la Cour Internationale de Justice.

Nous souhaitons que la France s'engage COURAGEUSEMENT pour l'admission de la Palestine dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale.

Tout près de nous, un drame au quotidien se vit, que le Monde ignore. C'est au Gouvernement auquel vous appartenez sous la bannière du changement de prendre COURAGEUSEMENT ses responsabilités.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sincères salutations.



Stéphane HABLOT
Maire de Vandœuvre
Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle



Hervé FÉRON
Maire de Tomblaine
Député de Meurthe-et-Moselle